

Discours de Gaëtan LEVITRE - porte ouverte chez M-real, le 29 octobre 2011

Mesdames, Messieurs,
Chers Amis et Chers Camarades,

Voilà maintenant deux ans que nous sommes résolument en lutte pour préserver, ce que tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui, un des fleurons de notre industrie papetière française.

Ce site occupe une situation géographique idéale, à proximité des voies de transports diversifiées : la route, le fer avec la liaison Paris-Le Havre et ses gares de triages de Sotteville-lès-Rouen ou bien d'Alizay, et la Seine comme vecteur fluvial.

M-real Alizay possède aussi des machines modernes à une distance limitée d'un massif forestier pourvoyeur de matière première mêlé à un savoir faire des salariés reconnu dans toute l'Europe.

Il en aura fallu des rencontres, des manifestations, des réflexions communes pour faire reconnaître ce site comme viable et prometteur pour l'avenir. J'ai encore en tête certains responsables politiques nous dire que développer l'emploi industriel c'était ringard et qu'il fallait plutôt miser sur l'action tertiaire pour créer de l'emploi ; comme si nous pouvions, même à l'époque nous permettre de diviser l'action économique pour solutionner le problème du chômage. Bref, je suis donc ravi qu'aujourd'hui, ce que nous portions hier soit soutenu par le plus grand nombre car c'est bien de rassemblement dont nous avons besoin pour revitaliser l'activité industrielle sur notre territoire.

M-real est aujourd'hui un cas d'école ! Preuve en est, s'il le fallait, depuis sa mise en vente, voilà 6 mois, ce sont plus de 70 repreneurs qui se sont fait connaître dont deux aujourd'hui sont en capacité de reprendre l'usine pour maintenir l'activité. Malgré tout, Mikko HELLANDER, PDG de M-real, a préféré jouer les gangsters en imposant la fermeture du site lundi dernier. C'est un pur scandale et il n'est pas question de laisser faire ce fossoyeur qui sacrifierait plus de 600 familles sur l'autel de la rentabilité, répondant ainsi aux attentes boulimiques d'actionnaires plus préoccupés par le montant de leurs dividendes que du développement économique de notre région.

Chers Camarades, même si aujourd'hui, l'incertitude est de mise, la partie n'est pas terminée, loin de là même. Certes la situation est compliquée mais c'est bien pour cela qu'il faut dès à présent passer à la vitesse supérieure en faisant des propositions fortes. Des propositions qui devront être suivies d'actes politiques forts !

La droite porte une lourde responsabilité dans cette affaire ! Elle n'a cessée de nous expliquer qu'elle allait trouver le moyen d'accompagner les négociations et de permettre la vente. C'était quasi certain aux dires d'Éric BESSON et de Bruno LE MAIRE. Aujourd'hui, il en va de leur crédibilité ! Vont-ils oui ou non passer outre le carcan libéral de l'Europe et imposer avec la population, le sauvetage impératif pour notre département, notre région, de l'entreprise M-real ? Au gouvernement depuis tant d'années, elle doit faire respecter la France et ne pas laisser le groupe finlandais bipasser les représentants de la nation sur ce dossier. Elle doit intervenir dans un montage juridique et financier propre à contraindre les patrons de cette papeterie à vendre l'entreprise en vue d'une reprise industrielle.

Il faut aussi que les acteurs politiques de gauche s'engagent à sauver ce lieu par le biais d'actions fortes. Le temps des motions et des communiqués de presse est révolu et le constat bien connu de tous !

Le parti communiste français, avec ses amis du Front de Gauche sont dans cette logique. Ils ont proposé au

ministère de l'Industrie, de l'Agriculture et des Finances, la réquisition de l'entreprise pour ainsi mettre fin au dictât finlandais imposé par Mikko HELLANDER. Au lieu de détricoter sans cesse le code du travail, il est plus que temps que des Lois nouvelles soient votées pour donner des droits nouveaux aux travailleurs.

Imaginez un seul instant que nous ayons droit de réquisition sur le groupe M-real. Nous laminerions la décision autiste d'un groupe qui refuse de vendre pour éviter au lobby papetier européen de voir un concurrent direct s'installer sur leur terrain de jeu financier. Je l'affirme aujourd'hui, il y a eu entente illicite pour empêcher la vente ! L'Europe libérale et son traité de Lisbonne qui mit en concurrence le marché et les hommes est une aberration que les communistes ont refusé de voter mais en cet instant j'ai envi de me faire l'avocat du diable : Les règles de la concurrence libre et non faussée qui viennent d'être bafouées par les finlandais ne devraient-elle pas permettre à nos députés européens de s'élever contre la décision suicidaire du groupe M-real ? En tous les cas, après m'être entretenu longuement avec le député communiste européen Jacky HENIN, je puis vous assurer qu'il mettra tout son poids et ses convictions au service de notre lutte. D'ailleurs il sera présent chez M-real la semaine prochaine, mercredi 2 novembre, pour rencontrer les salariés et réfléchir avec eux aux moyens de pressions supplémentaires à mettre en place, au delà des schémas traditionnels.

Chers Camarades, notre vallée de l'Andelle est déjà classée au rang de « sinistre industriel », va-t-on continuer de regarder la catastrophe sans agir ? Va-t-on accepter ad vitam aeternam les cellules de reclassement bidons, les plans successifs de revitalisation qui ne régleront en aucun cas le déficit des emplois industriels ?

Je vous le disais il y a un instant, c'est d'action dont nous avons besoin. Nous nous battons jusqu'au bout pour sauver cet outil de production. C'est dans cet esprit que je suis prêt, en tant que Maire d'Alizay, à faire jouer mon droit d'exproprier M-real au titre de l'utilité publique. Utilité publique parce que ce sont plus de 600 familles qui dépendent directement de l'avenir de ce site industriel. De cette proposition d'action, j'attends un soutien actif de notre région, de notre département et des communautés de communes du territoire, car cette mesure permettrait que nos institutions publiques soient porteuses de notre projet commun, projet qui entre en convergence directe avec le contrat de développement économique de la Région Haute-Normandie puisque la filière bois-papier y est inscrite.

A l'heure où l'on parle du pôle d'excellence bois-papier, de la possible réalisation d'un port fluvial sur ce site, du développement modal, les élus communistes à la Région comme au département de l'Eure sont déjà à l'œuvre pour soutenir activement ce projet alternatif de sauvegarde industrielle du site d'Alizay. Avec les organisations syndicales, nous demandons à rencontrer les repreneurs pour qu'ils s'engagent par convention à une reprise dans le cadre de l'expropriation que je vous propose aujourd'hui.

J'ajoute qu'il n'est pas question de défausser l'État de ses responsabilités puisqu'il faudra bien trouver les financements nécessaires pour que la reprise se fasse. Je demande donc au gouvernement, qui a montré son impuissance à agir face aux financiers finlandais, de prouver sa volonté de voir continuer l'activité par un engagement financier à hauteur de ce que M-real aurait versé aux potentiels repreneurs.

Mesdames et Messieurs, Chers Camarades, cette proposition concrète, légale et envisageable est soumise à la réflexion des organisations syndicales et désormais à la vôtre. Je demande solennellement à toute la gauche, à tous les élus de notre territoire, Conseiller régionaux, généraux, maires, de porter cette affaire au plus haut pour que M-real soit demain ce que nous voulons en faire : un pôle d'excellence de l'activité papetière française.

Je vous remercie de votre attention.